

Mabri Toikeusse à propos de la candidature de la Côte d'Ivoire au siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Onu : « Nous voulons rendre à la communauté internationale ce qu'elle nous a donné »

20/10/2016



Le ministre des Affaires étrangères Albert Mabri Toikeusse a donné lors d'un entretien sur Onuci-Fm le mardi 18 octobre les atouts de la Côte d'Ivoire pour briguer le siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Président Alassane Ouattara a procédé le 11 octobre dernier au lancement de la campagne de la Côte d'Ivoire pour un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2018-2019. Que vise la Côte d'Ivoire à travers cette candidature ?

Ce que nous visons, c'est que nous avons été toujours un pays avec une voix médiane. Le dialogue prôné par la président Houphouët-Boigny, la recherche obstinée de la paix, le fait que nous mettons en avant l'unité et la solidarité sont des atouts pour le monde toujours en quête de paix, pour apporter la voie du dialogue et de l'amitié entre les peuples. Ce sont ces valeurs que nous voulons essayer de promouvoir et faire entendre à l'ONU, au niveau du Conseil de sécurité. Nous savons que la communauté internationale, les Nations Unies nous ont beaucoup apporté à l'occasion de la crise que nous avons connu. En retour, nous voulons rendre à la communauté internationale ce qu'elle nous a donné notamment, sa participation à tous les efforts qui ont contribué à la pacification de notre pays.

Quels sont les atouts de la Côte d'Ivoire pour pouvoir briguer ce siège?

C'est un pays de vieille tradition de paix et de dialogue. La Côte d'Ivoire amie de tous, ennemie de personne. Tout le monde le sait depuis les années de nos indépendances, nous avons par le passé contribué à des négociations en Afrique et dans le monde à travers le président Houphouët Boigny. Donc, il y a cette tradition qui s'est installée. Je voudrais dire également que, nous sommes actuellement membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, avec une riche expérience, nous avons des diplomates chevronnés, nous avons un chef d'Etat dont la voix porte haut. Au niveau de la sous région, il l'a démontré lors de la crise au Mali, lorsqu'il présidait aux destinées de la CEDEAO. Donc, ce sont tous ces atouts que nous voulons mettre au service des Nations Unies, de la communauté internationale, au service de la paix et du dialogue des cultures entre les hommes.

Le Président ivoirien affirme avoir le soutien de l'Union Africaine et de la CEDEAO, alors quels sont les prochains partenaires ?

Evidemment, il y a le P5, les pays membres permanents du Conseil de sécurité avec lesquelles nous avons entamé le dialogue depuis longtemps, qui nous appuient tous et qui nous l'ont déclaré. Nous avons aussi les organisations non africaines auxquelles nous appartenons en dehors des Nations Unies et avec lesquelles nous participons au sommet Afrique-Europe. Donc, il y a un dialogue avec les européens dans le cadre duquel nous allons promouvoir notre candidature. Nous appartenons à des organisations telles que l'organisation de la coopération Islamique et là bas aussi, nous devons faire en sorte que l'ensemble des membres nous accompagnent. Il y a également la francophonie. Ce sont

ces partenaires à qui nous devons parler et à leur tour, vont relayer notre message auprès des autres Etats auxquels nous n'avons pas directement accès

Ministre des affaires étrangères quel crédit accordez-vous à la diplomatie économique dans les relations ?

C'est important. D'ailleurs, c'est un atout majeur pour la Côte d'Ivoire. Vous savez bien le poids économique que nous avons au niveau de l'UEMOA, de la CEDEAO et au plan mondial avec notre position de premier producteur de Cacao et de noix de Cajou au monde et premier producteur africain dans près de 5 produits . Nous avons des atouts majeurs et nous pouvons peser sur l'économie du monde. Il faut que nous nous en donnions les moyens , que nous fassions en sorte que notre position en tant que producteur de Cacao fascine et nous donne des ressources pour pouvoir faire entendre notre voix au plan économique. C'est une étape que nous n'avons pas encore franchie. C'est pour cela que l'éco- diplomatie est au cœur de la stratégie de la Côte d'Ivoire. C'est pour cela que nous avons réussi en l'espace de quelques années à faire revenir de nombreux investisseurs en Côte d'Ivoire et nous faisons en sorte aujourd'hui qu'Abidjan devienne progressivement une plateforme financière. Le président a pris des dispositions y compris dans la constitution. Ce sont les atouts qu'ils faut valoriser , le ministère essaie de renforcer les capacités de ses diplomates. Dans ce cadre, nous lançons bientôt le programme diplomatie et développement.

Que pensez-vous du retrait de la mission de l'ONU en Côte d'ivoire qui est prévu pour la fin du mois de juin 2017?

C'est l'indicateur que tout se passe bien avec les Nations Unies. Et nous avons dit que cette mission doit bien se terminer. La fin, les termes ont été négociés ensemble. Tout indique qu'il va avoir une signature entre le gouvernement et le secrétaire général qui va arriver ici. Je crois que c'est une excellente chose que cette mission prenne fin au moment où la Côte d'Ivoire retrouve la stabilité, la voie du développement.

Retranscrits par A.S